

L'Aigle Infos

Lisez le journal numérique sur le site :
www.kefinafasso.com

L'information qu'il vous faut!



HEBDOMADAIRE INDEPENDANT D'INFORMATIONS GENERALES N° 445 DU JEUDI 13 AOÛT 2026 - PRIX: 3000 GNF - ZONE CFA: 500

Présidence de la République

P.2

Mamadi Doumbouya regagne Conakry après onze jours de congé en Grèce



Edito à vue d'Aigle

Doumbouya de retour à Conakry

Parti de Conakry le lundi 03 août 2026, pour un séjour de quelques jours avec des membres de sa famille en Grèce, le président de la République, Mamadi Doumbouya, a regagné le bercail le vendredi 14 août 2026. Il a été accueilli à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré par les présidents des institutions républicaines, des membres du Gouvernement, des officiers supérieurs des Forces de défense et de sécurité et des diplomates accrédités en Guinée. De Gbessia jusqu'au centre-ville, le cortège présidentiel a été applaudi par des populations qui se sont spontanément amassées le long de l'autoroute Fidel-Castro. A son..

Colère des femmes d'Enco 5 P.3



Le premier vice-maire de Matoto appelle au calme (Entretien)

De Coronthie à Coyah P.4



Le transfert de Aliou BAH inquiète ses proches (Entretien)

Stade du 28-Septembre P.5



Cellou Baldé satisfait de l'homologation temporaire et appelle le public à la responsabilité.

TPI de Dixinn P.3

Bella Bah condamné pour injures et diffamation contre le premier imam de Fayçal

Guinée P.3

Le temps de la refondation a sonné, il est temps d'enterrer les vieilles habitudes

Vie de la nation P.2

Entre urgences climatiques et soubresauts politiques, le poulx de la Guinée au cœur de l'hivernage

Édito à vue d'aigle



Doumbouya de retour à Conakry

Parti de Conakry le lundi 03 août 2026, pour un séjour de quelques jours avec des membres de sa famille en Grèce, le président de la République, Mamadi Doumbouya, a regagné le bercail le vendredi 14 août 2026. Il a été accueilli à l'aéroport international Ahmed Sékou Touré par les présidents des institutions républicaines, des membres du Gouvernement, des officiers supérieurs des Forces de défense et de sécurité et des diplomates accrédités en Guinée. De Gbessia jusqu'au centre-ville, le cortège présidentiel a été applaudi par des populations qui se sont spontanément amassées le long de l'autoroute Fidel-Castro. A son départ, l'on s'en souvient, la Présidence avait indiqué que ce déplacement dépassait le simple cadre d'un congé présidentiel, qu'il constituait un événement inédit dans la vie publique guinéenne. « Pour la première fois, un président de la République informe officiellement la Nation de son départ

en congé annuel, une démarche qui tranche avec les pratiques traditionnelles et qui place la transparence institutionnelle au cœur de la relation entre le pouvoir et les citoyens », a-t-elle fait remarquer. Et d'ajouter que c'est une volonté de renforcer le lien de confiance avec le peuple souverain de Guinée, en faisant de l'information des citoyens un élément essentiel de l'exercice du pouvoir.

La Présidence a également précisé que cette période de repos constitue une étape nécessaire avant la poursuite des grands chantiers engagés pour le développement du pays. « Une pause qui doit permettre au Président de la République de revenir avec une énergie renouvelée pour poursuivre les réformes et les projets engagés pour la transformation de la Guinée », a-t-elle indiqué. Quelque temps après son arrivée en Guinée, le locataire du Palais Mohammed V a cru devoir partager les toutes premières images de ses vacances. Sur ces clichés diffusés sur ses canaux officiels, l'ancien commandant du Groupement des forces spéciales apparaît détendu à bord d'un bateau, avec son épouse Laurianne Doumbouya.

Le président de la République, Mamadi Doumbouya, rassurait ainsi ses concitoyens quant à la continuité de l'action publique et à son engagement envers la nation, malgré la distance.

« Un bref moment de répit, entouré des miens, avant de reprendre pleinement le rythme de nos chantiers nationaux », a-t-il écrit, tout en insistant sur la solidité de l'appareil d'État et la fermeté de sa feuille de route institutionnelle. « La Guinée avance, ses institutions fonctionnent, et rien ne détourne notre détermination à conduire la Nation vers les objectifs que nous nous sommes fixés ensemble pour le bien-être de nos populations...Je reste, où que je sois, au service exclusif de notre pays et de son peuple. Excellente semaine à toutes les Guinéennes et tous les Guinéens », a fait savoir l'homme qui a la lourde tâche de présider aux destinées de la Guinée pour les 7 prochaines années.

De retour à Conakry, le président Mamadi Doumbouya n'a pas tardé à prendre les choses en main. La tenue d'un conseil ministériel élargi le jour de son arrivée en est une preuve éloquent.

Kèfina Diakité

Entre urgences climatiques et soubresauts politiques, le pouls de la Guinée au cœur de l'hivernage



Une semaine sous le signe des contrastes : le pays ballotté entre les défis de la nature et les secousses de la gouvernance.

La semaine du 13 au 19 août 2026 restera gravée dans les mémoires comme une période particulièrement intense et révélatrice des paradoxes guinéens. Alors que le pays ploie sous les trombes d'eau d'une **saison des pluies d'une rare violence**, révélant la vulnérabilité chronique de nos infrastructures urbaines et rurales, l'actualité sociopolitique et éco-

nomique continue de battre son plein à un rythme soutenu. Entre drames climatiques, soubresauts institutionnels et résilience quotidienne des populations, la Guinée cherche son cap.

D'un point de vue environnemental et social, cet hivernage confirme de la manière la plus tragique les limites de notre aménagement du territoire. Partout à travers le pays, les inondations spectaculaires, les effondrements de structures et les drames liés aux crues rappellent l'urgence absolue d'une politique de prévention rigoureuse. La nature, impitoyable, ne pardonne ni l'anarchie des constructions dans les zones non aedificandi, ni la vétusté des réseaux d'assainissement. Les populations des bas-fonds et des quartiers périphériques continuent de payer le plus lourd tribut, soulignant le fossé qui sépare encore nos grands projets de développement de la sécurité immédiate du citoyen lambda.

Sur le front sociopolitique, l'actualité a été marquée par une fébrilité constante. Les tensions économiques, exacerbées par la cherté de la vie, les délestages électriques

récurrents dans certaines localités et les soubresauts liés à la gestion administrative, maintiennent l'opinion publique en haleine. Le dialogue entre les aspirations légitimes d'un peuple en quête de mieux-être et la rigueur de la transition menée par les autorités se lit à travers chaque décision gouvernementale et chaque réaction citoyenne.

Pourtant, au milieu de ces turbulences pluvieuses et politiques, c'est la résilience légendaire du peuple guinéen qui force l'admiration. Qu'il s'agisse de faire face aux coupures d'électricité, de surmonter les routes impraticables ou de se solidariser face aux catastrophes naturelles, les Guinéens font preuve d'une force de caractère inébranlable. Cet édito se veut donc un vibrant appel à l'action : l'État doit intensifier ses efforts de protection civile et d'aménagement structurel, tandis que les citoyens doivent cultiver la solidarité et le civisme. La Guinée ne vaincra ses démons qu'en unissant la vision de ses dirigeants au courage quotidien de ses enfants.

Kèfina Diakité

Présidence de la République

Mamadi Doumbouya regagne Conakry après onze jours de congé en Grèce

Le président de la République, Mamadi Doumbouya, a regagné Conakry vendredi, après onze jours de congé annuel passés en Grèce en compagnie de sa famille.



À son arrivée à l'aéroport international Ahmed-Sékou-Touré de Gbessia, le chef de l'État a été accueilli par des membres du gouvernement, des présidents d'institutions et plusieurs citoyens venus assister à son retour.

Parmi les personnes présentes, Mohamed Bintou Camara, ancien président de la délégation spéciale de Macenta, qui affirme être venu transmettre un message de la jeunesse de cette préfecture.

« Notre présence ici ce matin, c'est pour représenter la jeunesse de la préfecture de Macenta, parce qu'il y a eu une forte délégation qui est venue assister à la réception triomphale de notre champion président, Mamadi Doumbouya. Donc, Macenta nous a chargés de dire au président de la République qu'il est très fier de lui.

Macenta le salue et le respecte. En même temps, le remercier de tout ce qu'il est en train de développer dans la préfecture, particulièrement dans la commune urbaine, comme signes de développement. Surtout, porter confiance à notre frère et neveu, le général Amara Camara, ça nous va vraiment droit au cœur. »

À Tanènè-Mosquée, dans la commune de Gbessia, le président du conseil de quartier, El Hadj Cellou Sidibé, s'est également réjoui du retour du chef de l'État. Il a appelé les citoyens à privilégier le travail, la cohésion et l'assainissement. « Je sens des sentiments de joie au fait de voir encore mon président venu dans son pays natal. Je suis très content et je suis vraiment comblé de joie. L'appel que je lance aux citoyens de mon quartier de Tanènè-Mosquée, c'est d'être vigilants, de travailler, de s'unir et surtout d'assainir le quartier.

L'assainissement est la priorité du président, l'assainissement de la capitale. Donc, je donne un appel précieux à tous les citoyens de mon quartier de se donner la main pour travailler en unité, dans la cohésion et surtout dans l'entente. Celui qui aime le pays de Mamadi Doumbouya doit éviter la violence, doit aimer le travail, doit assainir le quartier et son entourage. »

L'autorité du quartier a également salué les investissements réalisés sous le magistère du chef de l'État et formulé des prières en sa faveur.

De son côté, Mamadou Saliou Fofana, première autorité de la

commune de Gbessia, a exprimé sa satisfaction de retrouver le président après son séjour en Grèce.

« On est très heureux d'accueillir notre président, notre père, notre guide, qui est notre président Mamadi Doumbouya. Donc, il vient de rentrer et toute la population qu'on accueille, spécialement celle de ma commune, est largement présente pour témoigner leur joie par rapport au retour de notre cher président, de ses vacances en Occident, en Grèce.

On est vraiment très contents de le recevoir encore. Ses vacances n'ont pas été longues, mais vraiment, il nous a manqué. Donc, on est très contents encore de voir son retour parmi nous. »

Mamadou Saliou Fofana dit également avoir constaté une bonne forme du président lors de son arrivée, alors que des rumeurs avaient circulé durant son séjour à l'étranger.

« Le président est vraiment en forme. Moi, je l'ai vu lui-même sortir sa tête de la voiture et il était très actif. Et dès qu'il est sorti de la voiture, il a commencé à saluer les gens. Donc, vraiment, on est contents.

On a vu un président vraiment en forme, très solide. Et ça, ça nous rend vraiment très fiers et très contents de le voir, parce qu'on a entendu beaucoup de rumeurs, d'ailleurs des choses qui ne sont vraiment pas vraies. Donc, nous sommes contents de voir notre président en forme et vraiment en bonne santé. »

Samuel Demba. D

INTERVIEW

Colère des femmes d'Enco 5

Le premier vice-maire de Matoto appelle au calme



Dans la matinée du mardi 18 août 2026, plusieurs femmes du marché d'Enco 5 ont manifesté contre la cherté des places. Elles dénoncent, disent-elles, une manœuvre du maire de Matoto, Moussa Diallo. Le premier vice-maire de la commune, Aboubacar Camara, a été dépêché sur place pour tenter de calmer la situation.

L'Aigleinfos : Les femmes de la cité Enco étaient dans les rues ce mardi 18 août pour exprimer leur colère contre la cherté des places. Qu'en dites-vous ?

Aboubacar CAMARA : Il y a près d'un mois, j'ai été détaché par M. le maire Moussa Diallo de la commune de Matoto pour venir assister les femmes des déguerpissements qui étaient là, le long de la route, afin qu'elles soient recasées dans ce centre. Ce centre est composé de deux hangars, un marché de près de 300 tables pour les vendeuses de condiments. C'est déjà fini, c'est prêt. Il y a près de 300 boutiques qui sont aussi finies, au rez-de-chaussée et à l'étage, qui sont en distribution aux femmes victimes des déguerpissements qui détenaient des conteneurs au bord de la route. Nous sommes en train de servir ces femmes. Mais il se trouve que l'entreprise n'a pas fini tous les travaux. Il y a quelque chose de plus de 80

% aujourd'hui dans la réalisation de ces boutiques. Le reste, inshAllah, c'est à partir de jeudi également, selon ce que le propriétaire m'a dit.

L'Aigleinfos : Les plaintes sont nombreuses. Certaines disent que les grandes boutiques sont à 3 millions de francs guinéens, voire 7 millions, et d'autres parlent de 1 500 000 francs pour les petites places ?

Aboubacar CAMARA : Ce sont des grandes boutiques que l'entrepreneur est en train de morceler en petites boutiques pour que le prix soit plus abordable, à 600 000 ou 500 000 francs.

L'Aigleinfos : Le maire Moussa Diallo est accusé par la plupart de ces femmes d'être le véritable complice. Pourquoi n'est-il pas venu ?

Aboubacar CAMARA : Si M. le maire m'a détaché ici, c'est parce qu'il est très soucieux de l'avenir et du devenir de ces femmes-là, qui sont là aujourd'hui pour alléger le panier de la ménagère, afin qu'elles continuent à chercher leur quotidien. Raison pour laquelle on a mis les bouchées doubles. Ici, l'État a accompagné l'entreprise afin qu'elle réussisse cette réalisation que nous avons derrière nous. Mais il y a une demande ici, la demande

est plus grande que l'offre qui est là.

L'Aigleinfos : Comment allez-vous soulager ces femmes en termes de prix de ces boutiques et magasins ?

Aboubacar CAMARA : Aujourd'hui, vous montez à l'étage, il y a beaucoup de grandes boutiques qui ont été morcelées pour donner la chance à ces femmes-là aussi, selon leur pouvoir d'achat, de payer ces petites boutiques.

L'Aigleinfos : Il y a eu également une spéculation autour du prix des toilettes. Il y en a qui disent que c'est à 5 000 francs.

Aboubacar CAMARA : Il y a de bonnes toilettes que j'ai vues ici, qu'on ne peut même pas assimiler aux toilettes publiques. Ce que moi je sais, et j'ai déjà vu le ticket, c'est à 1 000 francs guinéens, comme à Madina et autres. Si vous avez entendu parler de 5 000, ce n'est pas vrai.

L'Aigleinfos : Est-ce que vous avez un message de sensibilisation à ces femmes ?

Aboubacar CAMARA : En tant que représentant de M. le maire ici, nous sommes des cadres élus, c'est cette population que nous représentons. Je leur ai plusieurs fois demandé de se calmer et que l'on trouvera la solution. L'État déjà y veille, le gouvernement y veille, la mairie est en train d'y veiller.

L'Aigleinfos : Merci à vous, Monsieur le vice-maire !

Aboubacar CAMARA : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba. D

Tribune

TPI de Dixinn

Bella Bah condamné pour injures et diffamation contre le premier imam de Fayçal

Le tribunal correctionnel de Dixinn a rendu son verdict mercredi 19 août 2026 dans le procès de l'activiste Abdourahame Bella Bah. Poursuivi pour injures et diffamation, il a été déclaré coupable par le juge Mohamed Sangaré.



Pour la répression, Bella Bah a été condamné à six mois d'emprisonnement, dont cinq mois assortis de sursis, ainsi qu'au paiement d'une amende de 40 millions de francs guinéens. Le tribunal a également ordonné la suppression de son compte Facebook « Bella Bah ».

À l'audience du lundi 17 août, le ministère public avait requis un an d'emprisonnement ferme, estimant que les faits d'injures et de diffamation étaient constitués.

La défense, de son côté, avait plaidé pour de larges circonstances atténuantes, mettant notamment en avant le fait que son client soit un délinquant primaire. Les avocats avaient également demandé la prise en compte du pardon accordé par la partie plaignante.

À la barre, Bella Bah avait rejeté toute intention d'injurier ou de diffamer. Il avait notamment déclaré n'avoir jamais été condamné auparavant et s'être consacré à l'entrepreneuriat et à la formation des jeunes.

Après le verdict, la défense n'a

pas encore décidé de faire appel. Maître Alseny Aïssata Diallo a indiqué que les avocats allaient se concerter avec leur client avant de prendre une décision.

« Nous prenons acte de cette décision du tribunal condamnant notre client Monsieur Abdourahame Bella BAH à six mois de prison dont cinq mois assortis de sursis. Déjà, il a fait près de deux semaines. Quant à l'appel, nous examinerons s'il faut le faire ou pas. Nous allons nous concerter avec notre client avant de prendre toute décision, soit nous contenter de ça », a-t-elle déclaré.

Bella Bah retourne ainsi à la prison civile de Coyah pour l'exécution de la partie ferme de sa peine.

Pour rappel, l'activiste avait été interpellé le 8 août dernier.

Samuel Demba. D

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Insécurité

Une découverte macabre à Kankan relance le débat sur le phénomène

D'après le site Africaguinee.com, un homme a été retrouvé mort dans des circonstances troubles le mardi 18 août 2026, au quartier Salamani, dans la commune urbaine de Kankan, en Haute-Guinée. Les informations recueillies auprès de sources locales indiquent que le corps de la victime a été découvert emballé dans des sacs plastiques. Sa tête aurait été sectionnée et emportée, laissant les habitants du quartier sous le choc.



Le chef du quartier Salamani, Mory Camara, explique avoir été alerté alors qu'il était en train de régler un différend entre des citoyens. « J'étais en train de régler un problème entre des citoyens du quartier lorsqu'une personne m'a appelé pour m'informer qu'un corps sans vie venait d'être retrouvé. Je suis rapidement venu sur les lieux et j'ai informé les autorités compétentes, qui se sont également mobilisées. Par la suite, le corps a été trans-

porté à l'hôpital. C'est là qu'il a été constaté que la tête avait été coupée et emportée », a-t-il expliqué. Selon les premiers témoignages recueillis, la victime aurait reçu un appel téléphonique lundi, aux environs de 22 heures. Elle aurait ensuite quitté son domicile à bord d'un véhicule, sans que ses proches ne sachent précisément où elle se rendait. Depuis son départ, l'homme n'aurait plus donné signe de vie. C'est finalement son corps qui a été retrouvé le

lendemain dans des circonstances qui restent, pour l'heure, non élucidées. Le chef du quartier précise que la famille avait déjà signalé sa disparition. « Comme un citoyen avait été porté disparu la nuit précédente, nous avons demandé à sa femme. Elle nous a expliqué qu'elle était en train de regarder la télévision avec son mari lorsqu'une personne l'a appelé. Son mari est alors sorti et est monté dans un véhicule. Depuis, elle ne l'avait plus revu. Lorsque nous lui avons montré les images du corps, elle s'est effondrée. Donc qu'il s'agissait bien de son mari, qui s'appelait Mory Soumaré », a témoigné Mory Camara. Les circonstances exactes de ce drame restent à déterminer. L'identité du ou des auteurs présumés, ainsi que leurs motivations, demeurent également inconnues, rapporte le site d'informations Africaguinee.com.

Mamadou Oury

Lisez le journal numérique sur le site KefinaFasso

Guinée

Tribune

Le temps de la refondation a sonné, il est temps d'enterrer les vieilles habitudes

Rompre avec le passé pour bâtir la Guinée nouvelle : l'appel urgent au civisme et au changement de mentalités.

La République de Guinée se trouve aujourd'hui à un carrefour historique de son existence. Depuis l'avènement de la dynamique de refondation portée au sommet de l'État par le Général Mamadi Doumbouya, le pays aspire à tourner définitivement la page des années de gouvernance approximative, de laxisme généralisé et d'impunité. Pourtant, force est de constater qu'un fossé persiste encore entre la vision rigoureuse impulsée par le nouveau leadership et les réflexes archaïques ancrés dans le quotidien d'une frange de la population et de certains gestionnaires de la chose publique.

Le temps des antivaleurs — caractérisé par la corruption endémique, le favoritisme, le culte du moindre effort, l'incivisme routier et le mépris des biens publics — ne cadre plus avec les exigences de rigueur et de probité qu'impose la Guinée moderne. Le chef de l'État ne cesse de le rappeler à travers ses actes et ses orientations stratégiques : l'administration, les institutions et les citoyens doivent impérativement s'aligner sur les exigences d'un État de droit fort, transparent et résolument tourné

vers l'émergence. Continuer à perpétuer les vieilles méthodes de manguille, de contournement des lois ou de gestion clanique relève d'une cécité politique et sociale inacceptable.

Chaque Guinéen, qu'il soit fonctionnaire dans les ministères, opérateur économique au marché, acteur politique ou simple citoyen dans la circulation, doit comprendre que le changement de régime appelle avant tout un changement profond des mentalités. On ne peut bâtir une nation forte et prospère avec des mentalités du passé. L'heure est à l'exemplarité, au respect strict de la chose publique, à la culture du travail bien fait et à l'amour véritable de la patrie. Il est impératif que les citoyens prennent conscience que la refondation de la Guinée n'est pas seulement l'affaire des autorités au pouvoir, mais un combat de chaque instant pour chaque fils et fille du pays. Abandonner les vieilles pratiques, c'est choisir résolument l'avenir, la justice sociale et la dignité retrouvée.

Le train de l'histoire est en marche ; il appartient à chacun d'emprunter la voie du civisme et de la responsabilité pour ne point rester à quai.

Kéfina Diakité

INTERVIEW

De Coronthie à Coyah

Le transfert de Aliou BAH inquiète ses proches



Comme ses collègues, le président du Mouvement Démocratique Libéral a changé de lieu de détention. Aliou BAH a été transféré à la prison civile de Coyah où il va désormais purger le reste de sa peine. Ce transfert inquiète à plus d'un ses proches qui s'interrogent sur son état. C'est le cas du porte-parole du MoDeL, Moïse Diawara

de tout mettre en œuvre pour que ses droits soient respectés, et également s'enquérir des conditions de détention et sa sécurité.

L'Aigleinfos : Vous soulevez un manque de communication officielle autour de cette opération. Est-ce que vous vous inquiétez davantage pour lui ?

L'Aigleinfos : Les détenus de la maison centrale de Coronthie ont été répartis à l'intérieur du pays. Que savez-vous de votre leader, Aliou BAH ?

Moïse Diawara : Comme tout le monde, on a appris cela sur les réseaux sociaux. Il n'y a pas eu un communiqué officiel pour cette opération. Il y a eu beaucoup de spéculations, mais c'est vrai, Monsieur Aliou BAH a été transféré à la prison civile de Coyah.

L'Aigleinfos : Est-ce-que vous avez pris contact avec ses avocats pour en savoir plus ?

Moïse Diawara : Pour le moment ils sont mobilisés. Ils sont en train

Moïse Diawara : L'inquiétude est forcément là. Quand il y a manque de communication d'un tel transfert un détenu comme les autres et en plus un leader politique, ça peut forcément inquiéter les militants et responsables du MoDeL, et tous les hommes épris de paix et de justice parce que nous connaissons les conditions dans lesquelles il est détenu.

L'Aigleinfos : Vous pensez toujours à cette décision de la Cour de justice de la CEDEAO qui a ordonné sa libération mais qui n'a jamais été exécutée par la justice Guinéenne ?

Moïse Diawara : La décision de la CEDEAO s'applique à la Guinée

en tant que pays membre. On ne comprend toujours pas pourquoi ce refus de ces autorités d'obéir au respect de la décision. Pour nous, la priorité devrait être l'exécution de cette décision là et les avocats étaient à pied d'œuvre sur ça et maintenant on apprend ce transfert.

L'Aigleinfos : À la maison centrale on peut dire que l'accès était facile pour vous parce que vous étiez connu déjà à travers votre leader quand vous vouliez lui rendre visite. Est-ce que cela peut aussi être un autre problème ?

Moïse Diawara : Nous allons nous concerter avec ses avocats pour nous permettre de comprendre le format actuel. Ce qui est sûr, les avocats doivent veiller à ce que ses droits soient respectés.

L'Aigleinfos : Son moral et son état de santé ne sont-ils pas affectés suite à ce transfert improvisé ?

Moïse Diawara : Je n'ai pas de commentaires. Mais les avocats sont déjà commis sur tâche, on attend leur retour sur tous ces aspects-là : condition de détention, santé...

L'Aigleinfos : Merci à vous Monsieur Moïse Diawara, porte-parole du MoDeL !

Moïse Diawara : C'est moi qui vous remercie !

Entretien réalisé par Samuel Demba DUOLAMOU.

Rumeurs d'arrestation de deux ministres

Le démenti formel du général Amara Camara

Lors de la rencontre entre les journalistes et les porte-paroles du gouvernement et de la Présidence, qui s'est tenue mercredi 19 août 2026, le Général Amara Camara, porte-parole de la Présidence de la République, a démenti les rumeurs sur l'arrestation de deux ministres du Gouvernement Bah Oury, à savoir Mory Condé et Mourana Soumah.



« L'information n'est plus donnée que par les professionnels de l'information. Je ne suis pas en train d'attaquer qui que ce soit, ni de critiquer quelqu'un. Mais le scoop et le sensationnel sont devenus une autre façon de communiquer. Ce que je peux vous dire, en quittant ici, en partant dans les bureaux des deux ministres dont vous n'avez pas cité les noms, vous les trouverez en train de faire leur travail au nom de la République », a déclaré le ministre Secrétaire général de la Présidence, par ailleurs porte-parole de l'institution. Pour lui, l'objectif est désormais d'établir un lien étroit et surtout collaboratif entre les institutions de la République et les hommes de médias.

« C'est le sens de la communica-

tion respectable et institutionnelle que nous voulons établir avec vous pour donner la vraie information au bon moment, pour éviter que l'intoxication soit la voie de communication. Notre pays dans lequel on vit, il a atteint un niveau où il ne peut plus reculer. Il ne doit même plus reculer. Les indicateurs de développement sont très bons. Mais dans tous les pays, il y a des citoyens qui sont contre leur pays. Ils font en sorte que le pays dégingole et recule, en posant des actes de manière à ne pas permettre d'avoir la sérénité. Un pays, pour qu'il se développe, il faut au minimum la paix et la stabilité. C'est ce que le président Mamadi Doumbouya donne à la Guinée aujourd'hui : la paix et la stabilité, ensuite, le développement. Nous avons des indicateurs de développement aujourd'hui, des croissances qui sont très bonnes. 8,5 pour cette année, on pourrait avoisiner les deux chiffres l'année prochaine, ou tout au plus en 2028... », a martelé le général Amara Camara

Sadjo

Déficit pluviométrique en Guinée

Un expert tire la sonnette d'alarme

Dans un entretien accordé à Africaguinee.com, Abdoulaye Diallo, ingénieur agroéconomiste et spécialiste en gestion de projets environnementaux et d'éducation, analyse les facteurs qui accentuent cette situation, notamment la déforestation. L'ex-coordonateur national du projet NBS « Forêts guinéennes » plaide pour une meilleure protection des écosystèmes et le recours aux solutions fondées sur la nature.



A la question de savoir quelle analyse il peut faire de cette situation, Abdoulaye Diallo a répondu en ces termes : « Merci beaucoup pour votre intérêt et pour cette question, qui est plus qu'importante pour nous aujourd'hui. Avant de répondre à votre question, je voudrais revenir sur les dires de Monsieur le Directeur de la Météo. Il a effectivement raison. Vous savez, la Guinée est un pays historiquement connu pour sa forte pluviométrie, mais effectivement, cette année, on observe que cette pluviométrie a beaucoup baissé. Cela interroge les communautés guinéennes, les agriculteurs, et tout le monde. Cependant, il faut dire qu'on a eu, et qu'on a encore, de la pluie dans beaucoup de régions de la Guinée. Pourquoi ? Parce que, par exemple, le long de la côte, il y a la mousson qui souffle son vent vers les terres. Avec ce vent froid qui facilite les précipitations au niveau de Conakry.

Pour revenir à votre question, aujourd'hui, la solution pour résoudre ce problème réside dans la protection environnementale. La protection environnementale passe par plusieurs aspects : l'information, la sensibilisation et le reboisement. Et dans cet aspect de reboisement, il faut surtout penser aux solutions fondées sur la nature (SfN) pour préserver l'environnement et faire participer les communautés à la résolution de l'ensemble des problèmes auxquels nous sommes confrontés. » Lorsqu'on parle d'une saison des pluies déficitaire, s'agit-il nécessairement d'une baisse importante du volume des précipitations, ou faut-il prendre en compte également la répartition de l'espace ? Il a répondu : « Il faut prendre en compte les deux. D'abord, il ne faut pas s'attendre à ce que la pluie soit uniforme au niveau de toute la Guinée, mais il faut voir la quantité de pluie par an au niveau de ce pays. Par exemple, en Guinée, quotidiennement dans la zone de Conakry, on a l'habitude d'enregistrer 3000 à 4000 millimètres de pluie par an, contrairement à l'intérieur vers Kankan, où on enregistre 1500 à 2000 millimètres de pluie. Donc, il faut tenir compte de ces aspects. »

Sadjo

Infrastructures sportives

Des réactions à l'homologation temporaire du stade du 28-Septembre

Le vendredi 14 août 2026, à travers une note adressée au secrétaire général de la Fédération guinéenne de football, la Confédération africaine de football (CAF) a accordé une homologation temporaire au Stade du 28-Septembre.



Comme il fallait s'y attendre, cette nouvelle a été bien accueillie par le public sportif qui a été sévère ces dernières années des rencontres du Syli national et des clubs engagés dans les interclubs de la CAF. « À l'issue de l'évaluation effectuée par l'inspecteur de la CAF, et compte tenu des améliorations réalisées au niveau des infrastructures du stade, la CAF a décidé d'accorder au Stade du 28-Septembre une homologation temporaire en catégorie 3 de la CAF pour le mois de septembre 2026 », peut-on lire dans la note de la CAF adressée au secrétaire général de la Fédération guinéenne de football (FGF). « Elle permettra également aux clubs guinéens engagés dans les compétitions interclubs de la CAF d'utiliser le Stade du 28-Septembre

pour leurs matchs à domicile durant cette période, sous réserve de la volonté des clubs concernés et de la Fédération guinéenne de football », a ajouté l'instance dirigeante du football africain qui dit se réserver le droit de désigner un inspecteur des infrastructures des stades pour assister à un match organisé au Stade du 28-Septembre pendant la période de cette homologation temporaire. « Cette présence aurait notamment pour objectif d'évaluer les conditions opérationnelles du stade et de vérifier la mise en œuvre des exigences pertinentes du Règlement des stades de la CAF avant, pendant et après le match. Le cas échéant, les informations relatives à l'inspecteur désigné ainsi que les modalités de sa mission seront communiquées ultérieurement », précise-t-elle.

Le ministre des Sports, Mamadou Cellou Baldé, a réagi à cette homologation temporaire de niveau 3 du stade 28 septembre par la Confédération africaine de football (CAF). « C'est avec une grande satisfaction que j'accueille la décision de la Confédération africaine de football (CAF), en date du 14 août 2026, portant homologation du Stade du 28-Septembre », a-t-il déclaré. Et d'ajouter : « Nous poursuivons les efforts afin d'achever, dans les meilleurs délais, l'ensemble des travaux du Stade du 28-Septembre. La même dynamique se poursuit au Stade Général Lansana Conté de Nongo, dont les travaux avancent en vue de sa prochaine soumission à l'homologation de la CAF » Kerfalla Camara KPC, Président Directeur Général du Groupe Guicopres S.A, chargé des travaux de rénovation et de modernisation du Stade du 28 Septembre, a lui aussi réagi avec satisfaction à l'homologation temporaire accordée par la CAF : « Rendre au Syli National et aux clubs guinéens le droit de jouer chez eux, devant leur public, était notre objectif. L'homologation de la CAF valide le savoir-faire de nos équipes. Nous poursuivrons, sans délai, les mesures correctives nécessaires pour atteindre une conformité totale et durable du Stade du 28 Septembre »

Sadjo

Stade du 28-Septembre

Cellou Baldé satisfait de l'homologation temporaire et appelle le public à la responsabilité.

Le ministre des Sports, Mamadou Cellou Baldé, s'est exprimé le lundi 17 août 2026 sur l'homologation temporaire du stade du 28-Septembre accordée par la Confédération africaine de football (CAF). Lors d'une conférence de presse tenue au stade Général Lansana Conté de Nongo, il a salué cette décision qui ouvre la voie au retour du Syli national à Conakry, tout en appelant à la poursuite des travaux et à la responsabilité du public.



Le ministre des Sports s'est réjoui de la décision de la CAF, tout en appelant à la modération dans les célébrations.

« Comme je le dis souvent, je suis quelqu'un qui voit le verre toujours à moitié vide, je ne le vois pas à moitié plein. C'est vrai qu'on ne peut pas se priver quand même de célébrer, d'exulter par rapport à cette avancée. »

Pour Cellou Baldé, le retour du Syli national à Conakry constitue un enjeu à la fois sportif et financier, après plusieurs années de matchs disputés hors du pays.

« Il faut reconnaître que depuis près de 5 ans que le Syli national joue en dehors de la Guinée. Jouer en dehors de la Guinée, c'est beaucoup d'argent, ce sont des dépenses sur le budget de l'État. Mais également, le plus important, c'est que le Syli est privé de son public. »

Le public appelé à la responsabilité

L'homologation accordée par la CAF reste temporaire. Pour le ministre, sa pérennisation dépend aussi du comportement des supporters lors des prochaines rencontres. « Avoir une homologation temporaire définitive n'est pas seulement

liée à l'achèvement de l'infrastructure, il y a aussi le comportement, il y a l'attitude, parce qu'il y a des comportements qui peuvent faire en sorte que, même si toute l'infrastructure est achevée, nous avons la plus belle du monde, si le public ne se comporte pas de façon responsable, on peut nous retirer l'homologation. »

Cellou Baldé a notamment insisté sur la nécessité de respecter la capacité d'accueil du stade afin d'éviter une surcharge lors des matchs internationaux.

« Si nous avons un stade d'une capacité de 16 000 ou 18 000 places et que 25 000 personnes tentent de rallier le Stade du 28 Septembre, convenez avec moi, bonjour les dégâts ! »

Les travaux doivent se poursuivre

Le ministre a également rappelé que l'homologation temporaire ne constitue pas l'aboutissement du processus. Les travaux restants doivent être achevés pour permettre à l'enceinte d'obtenir son homologation définitive.

« Cette homologation temporaire est une étape importante, mais elle ne représente pas l'aboutissement final de notre mission. »

Il assure que les équipes restent mobilisées pour finaliser les aménagements encore nécessaires.

« Nous restons pleinement engagés pour achever les derniers travaux dans les meilleurs délais afin que le Stade du 28 Septembre puisse obtenir son homologation définitive auprès de la Confédération Africaine de Football. »

Le coût de la rénovation évoqué

Interrogé sur les investissements consacrés aux infrastructures sportives, le ministre a défendu l'importance des moyens mobilisés pour ces chantiers. Il a notamment estimé que les rénovations des stades du 28-Septembre et Général Lansana Conté de Nongo représentent un investissement de plusieurs milliards de francs guinéens.

Fissures à Nongo, Cellou Baldé rassure

Autre sujet abordé lors de la conférence de presse : les fissures apparues dans plusieurs zones du quartier de Nongo, qui ont suscité des inquiétudes quant à la sécurité du stade Général Lansana Conté.

Cellou Baldé s'est voulu rassurant, affirmant que les premières constatations ne montrent pas, à ce stade, d'impact sur l'infrastructure sportive.

« Pour l'instant, au stade où nous en sommes ici, avec le bâtiment et la pelouse, nous ne sommes pas impactés. Sinon, nous ne prendrions pas le risque de poursuivre les travaux. »

Le ministre a également indiqué qu'une commission technique travaille sur la situation afin d'évaluer le phénomène et ses éventuelles conséquences.

Ainsi, entre satisfaction pour le retour du Syli à Conakry et vigilance sur la suite du chantier, le ministère des Sports veut désormais transformer cette homologation temporaire en une autorisation définitive, tout en préservant l'infrastructure et en responsabilisant les supporters.

Samuel Demba. D

Gouvernement

Moussa Moïse Sylla donne des précisions sur le dépôt des contrats

Le mercredi 19 août 2026, à la faveur de la rencontre de prise de contact avec les médias, le ministre Moussa Moïse Sylla, porte-parole adjoint du gouvernement, a tenté d'apporter des précisions importantes sur le dépôt des copies des contrats des marchés passés depuis 2021. Pour lui, il ne s'agit pas d'un ciblage mais d'une manière pour le chef du gouvernement d'essayer d'y voir plus clair dans ce qui est fait par son équipe.



« Le 17 août 2024, comme cela est de son devoir et de son rôle, le Premier ministre a demandé à l'ensemble des ministres, de lui transmettre, sur différents supports, l'ensemble des copies de l'ensemble des contrats signés depuis septembre 2021. Si vous remarquez, dans la communication qui a été faite préalablement, il y a une jonction avec ce que vous venez de poser comme question. C'est une cohérence véritable, parce que ce sont des éléments qui s'intègrent. (...) Donc cela veut dire que l'exigence de transparence qui est portée d'un côté, c'est une exigence qui est contenue également au niveau de l'ensemble des membres du gouvernement et de la Primature. C'est pour que nous ayons une sorte de centralisation de l'ensemble des contrats passés. Il y a plusieurs ministres qui sont passés à un même portefeuille ministériel, et donc des contrats ont été signés par différents ministres. Donc l'ensemble de ces contrats (...) lui

permet d'avoir des éléments à son niveau, centralisés, ça lui permet d'avoir des éléments d'appréciation qu'il peut donc soumettre au président de la République. Il n'y a pas de ciblage dans ce qu'il a demandé. Souvent, lorsqu'on demande des contrats à déposer, on pense que tel ministre ou tel autre est ciblé, ou qu'on veut atteindre telle ou telle personne. Il n'en est absolument rien. C'est une procédure administrative normale qu'il a instaurée dans un esprit de voir un peu plus clair sur ce qui a été fait, mais aussi dans un esprit d'avoir des éléments qui permettront de faire des appréciations sur des montants qui ont été engagés en termes de dépenses publiques par rapport à différents contrats », a précisé l'actuel ministre de la Culture et des Arts, par ailleurs porte-parole adjoint du Gouvernement.

Mamadou Oury

Education

Pr Bano Barry fait des propositions pour lutter contre la fraude aux examens nationaux

Le mercredi 19 août 2026, au micro de Télé 24, l'ancien ministre de l'Éducation nationale, Pr Bano Barry, a fait des propositions pour lutter contre la fraude aux examens nationaux



« Pour lutter contre le gonflement des effectifs sur les listes, il faut que l'État mette en place un dispositif permettant, chaque année, avant les examens, d'auditer les listes, puisqu'elles sont disponibles dès le mois de février. Lorsque les gens se rendent compte que les listes vont être auditées, je peux vous garantir qu'elles ne seront pas gonflées », a indiqué Pr Bano Barry. Pour lui, le choix des centres d'examen ne doit pas être effectué uniquement sur la base des demandes formulées par les établissements. « Il faut choisir les centres d'examen les plus faciles à surveiller et

les plus accessibles. Si je décidais, toutes les universités seraient des centres d'examen du baccalauréat, parce qu'elles sont accessibles et disposent de beaucoup plus d'espace et de salles, qu'elles soient privées ou publiques », a-t-il préconisé, tout en suggérant de séparer les candidats qui passent l'examen pour la première fois des candidats ajournés à plusieurs reprises. « Il faut éviter de mettre dans le même centre d'examen les triplants et les nouveaux passants. Les triplants doivent faire l'examen dans un camp militaire pour qu'ils aient peur de frauder, parce que sinon, on ne s'en sortira pas », a-t-il fait remarquer. Et pour réduire les risques de connivence entre surveillants et candidats, Pr Bano Barry propose également que les responsables des établissements ne dirigent pas les centres d'examen installés dans leurs propres écoles. « Lorsqu'on choisit un centre d'examen, le principal ou le proviseur ne doit pas être le chef du centre, encore moins le surveillant. Les enseignants de cet établissement ne doivent pas non plus surveiller dans le même centre : il faut

les envoyer ailleurs », dira l'ancien ministre de l'Éducation nationale.

A l'en croire, les détecteurs de métaux pourraient être utilisés à l'entrée des centres pour empêcher l'introduction de téléphones. « En réalité, pendant l'examen, y compris les surveillants, personne ne doit avoir de téléphone. Il faut simplifier. Personne ne doit avoir de sac, personne, je dis bien, pas de sac. Si tu ne peux pas surveiller sans sac, reste à la maison, on prendra quelqu'un d'autre... Il faut utiliser un système de rotation. Vous êtes surveillant aujourd'hui ici, demain vous devez être ailleurs. Il faut éviter la solidarité entre les surveillants et les candidats, donc éviter la sédentarisation... Les sujets de spécialité, c'est le premier jour, au moment où les surveillants et les candidats ne se connaissent pas encore. Ils n'ont pas encore pris leurs marques. Les matières faciles en dernière position, mais les plus difficiles, celles qui déterminent les coefficients les plus élevés, il faut les faire au début », a-t-il ajouté.

Une Synthèse de Mamadou Oury

Football féminin

Les Lionnes indomptables du Cameroun sur le toit de l'Afrique

Le dimanche 16 août 2026, les lampions se sont éteints sur la phase finale de la 14ème édition de la CAN féminine de football. En finale, les Lionnes indomptables du Cameroun ont battu les Malawites sur le score sans appel de 3 buts à 0.

Le coup d'envoi de la compétition a été donné le 26 juillet 2026 au Maroc. Les seize équipes qualifiées ont été réparties en quatre groupes de quatre : Groupe A (Maroc, Algérie, Sénégal, Kenya); Groupe B (Afrique du Sud, Côte d'Ivoire, Burkina Faso, Tanzanie); Groupe C (Nigeria, Zambie, Égypte, Malawi); Groupe D (Ghana, Cameroun, Mali, Cap-Vert). Les huit équipes qui sont passées à la trappe au terme de la phase de groupes de cette CAN féminine sont : le Sénégal, le Kenya (Groupe A); le Burkina Faso, la Tanzanie (Groupe B); la Zambie, l'Égypte (Groupe C); le Mali, le Cap-Vert (Groupe D).

Les demi-finales se sont jouées le 12 août 2026. Lors de la première demi-finale, les Malawites ont battu les Algériennes 3-1 pour s'offrir les portes de la finale. Dans l'autre demi-finale, c'est aux tirs au but que le Cameroun s'est imposé 3-1 face au Maroc, pays hôte de la compétition.

Le 13 août, les quatre perdants des quarts de finale ont joué les barrages pour les play-offs du Mondial 2027. L'Afrique du Sud a dominé le Nigeria 2-1. La Côte d'Ivoire s'est inclinée 1-2 face au Ghana.

Le 15 août, les deux perdants des demi-finales, à savoir l'Algérie et le Maroc, ont disputé le match pour la troisième place. A l'arrivée, c'est l'Algérie qui s'est imposée aux tirs au but pour monter sur le podium. Le Nigeria, avec ses dix titres en 14 éditions, reste le pays le plus capé de la CAN féminine.

Les quatre demi-finalistes de cette 14ème édition (Algérie, Maroc, Cameroun, Malawi) sont directement qualifiés pour la phase finale du Mondial de leur catégorie au Brésil, en 2027.

Sadjo

Lire l'Aigle Infos, c'est lire la vérité et la vertu

Infrastructures sportives

Le regard de l'ancien ministre Bogola Haba sur la reconstruction ou rénovation des stades du 28-Septembre et de Nongo

Dans une tribune publiée dans la presse, l'ancien ministre de la Jeunesse et des Sports, Kéamou Bogola Haba, revient sur la reconstruction ou rénovation des stades du 28-Septembre et de Nongo. Selon lui, le vrai débat n'est pas le montant, c'est ce qu'il finance.



« Le stade du 28-Septembre vient d'obtenir en 2026 son homologation provisoire comme prévu. Le stade de Nongo devrait suivre six (6) mois plus tard après celui du 28-Septembre, avec l'option du gazon naturel. L'homologation internationale de l'Arena et de la piscine olympique par les autres confédérations de basketball, handball, volley-ball, natation et des sports de combat devrait suivre un an ou deux ans plus tard. Cette homologation intervient après près de cinq années durant lesquelles le Syli national de football et les clubs de football ont reçu leurs adversaires loin de la Guinée, comme cela va continuer encore avec les autres disciplines. Le football guinéen est rentré à la maison en 2026, et les autres disciplines devront le faire entre 2027 et 2029 si le projet continue. Mais un chiffre occupe nos écrans et nos conversations : 250 millions de dollars d'investissement. Il inquiète, il circule et fait parler le citoyen, car nous ne sommes pas habitués à cette transparence des chiffres et nous n'avons parfois pas la bonne information. Comme l'a dit hier le ministre des Sports actuel Mr Mamadou Cellou Baldé, et je cite : « À notre prise de fonction en février 2026, soit six (6) mois avant, nous nous sommes posé la bonne question sur ces chiffres, nous avons eu la bonne information et nous pouvons conclure que nous sommes dans la bonne fourchette ». Comme le ministre en charge du domaine, le public mérite bien la bonne information qui a convaincu le ministre. Le peuple mérite effectivement des explications et l'ensemble des acteurs doivent faire ce travail pédagogique. Cette tribune n'est que le début de ma modeste contribution, car ce débat continuera à l'image des autres débats sur le football.

– Le débat est légitime, et il est sain. Ceux qui demandent des comptes sur l'argent public ont raison de le faire, et les contributions les plus sévères ont le mérite de poser tout haut une question que beaucoup de Guinéens se posent tout bas. Un pays qui ne s'interroge plus sur l'usage de son budget est un pays qui a renoncé à progresser. Mais l'interpellation citoyenne ne produit ses effets que si elle rencontre une information exacte. Le ministre des Sports, M. Mamadou Cellou Baldé, a engagé ce travail de clarification comme ses prédécesseurs que nous sommes. Parce que j'ai occupé ce département et porté une partie de ce chantier — voire la plus grande partie —, je voudrais y ajouter ce que la pratique du dossier m'a appris.

– Le piège de la conversion et des comparaisons inappropriées. Les infrastructures aux normes internationales ne se facturent en prix des matériaux locaux en francs guinéens, mais en prix des matériaux importés en devises étrangères des pays producteurs : entreprises, équi-

pements, certifications et expertises viennent du marché mondial, et 90 % des équipements de ces projets sont importés, dans un contexte de guerre en Ukraine et au Moyen-Orient et d'envolée des prix mondiaux du matériel et du fret. Convertir mécaniquement un tel montant donne le vertige ; cela n'explique rien. À mon sens, la bonne méthode ne consiste pas à traduire un montant : elle consiste à savoir ce qu'il achète. De même, il ne faut pas comparer le nombre de sièges des stades de football avec les investissements d'un complexe omnisports-loisirs ou d'un complexe sport-business-loisirs à l'américaine.

– Reconstruire n'est pas rénover. Nous disons « rénovation » comme s'il s'agissait de repeindre des gradins et de retracer des lignes blanches. C'est notre vieille habitude. Or, un stade homologué n'est pas juste une enceinte de résidence : c'est un système — pelouse certifiée et drainage, éclairage, équipements de retransmission et de communication, de sécurité et de contrôle d'accès, vestiaires et zones mixtes, salles de presse, antidopage, assistance vidéo, et, pour un complexe multisports, piste, piscines et salles omnisports. Chaque élément répond à un cahier des charges international ; aucun ne s'improvise ; tous se paient en devises. Et, en grande partie, ce sont des démolitions et des constructions nouvelles. Aujourd'hui, les stades modernes se comparent à des Hôtels géants de 4 à 5 étoiles.

– Nongo : l'histoire d'un ouvrage jamais achevé. Le complexe de Nongo est un don. Chantier ouvert en septembre 2007, financé et conduit par la coopération chinoise, l'ouvrage a été livré en 2011 — mais jamais achevé par manque de financement de la partie guinéenne. Dès 2017, un nouveau contrat a dû être passé pour solder les travaux restants. Pendant plus d'une décennie, le chantier a vécu au rythme des décaissements et des peintures sans investissement réel. En 2022 encore, la mission d'inspection de la Confédération africaine de football relevait que la pelouse installée n'était pas appropriée au football de haut niveau et que l'éclairage plafonnait autour de 700 lux, là où la norme en exige 1 200 en nocturne. L'ouvrage, comme un gros magasin antique, suintait de partout sans aucun éclat, avec plus de 10 hectares d'espaces couverte d'herbes sauvages et ses routes d'accès occupées par des mécaniciens et des marchands de fortune. Traduit en travaux : une pelouse à déposer intégralement avec ses couches de drainage, un éclairage à remplacer entièrement, ainsi que des vestiaires et des salles à déplacer, à refaire complètement et à meubler. Pas une retouche : une reprise, et avec des équipements modernes qui attirent les usagers de la nouvelle génération « selfie », qui ne vont plus dans un stade uniquement pour voir un match, mais pour leur plaisir et leurs loisirs. Or, reprendre coûte souvent davantage que construire — on démonte avant de bâtir, on compose avec l'existant, et l'on garantit un résultat sur des fondations que l'on n'a pas choisies.

– Ce que financent réellement les 250 millions.

Concrètement, qu'achète-t-on ? Le complexe de Nongo représente environ 120 millions de dollars d'investissement pour sa finition ; celui du 28-Septembre environ 130 millions, dont le football comme discipline représente environ 50 %, les autres disciplines ainsi que les infrastructures partagées et économiques le reste. À Nongo : un stade annexe aux normes CAF et FIFA et un stationnement au moins multiplié par 10 — comme constaté par tous le jour de l'investiture du Président élu de la 5^e République, qui a été une fierté pour tous ; une tribune couverte sur 360 degrés en sièges individuels ergonomiques ; 21 loges de luxe comme à la Juventus de Turin ou au Real Madrid, des espaces VIP et VVIP, un salon présidentiel ; des vestiaires modernes, des bureaux CAF/FIFA, une salle antidopage et une clinique regroupés avec les loges et la zone de presse moderne ; des salles de presse et des ascenseurs ; une pelouse naturelle à arrosage et drainage automatiques, conçue comme au Brésil ou en Côte d'Ivoire ; une sonorisation et un éclairage aux normes CAF/FIFA ; une vidéo-surveillance centralisée, des accès sécurisés sur tout le pourtour, une administration et un poste de police modernes ; une énergie autonome — double ligne EDG, onduleurs, groupe de secours — et la fibre optique ; des espaces de commerce, de restauration, de jeux et de conférence, ainsi qu'un musée du sport guinéen. Au 28-Septembre : mêmes normes et mêmes commodités, avec 18 000 places extensibles à 32 000 sous tribune couverte avant 2030, et surtout un véritable complexe multisports homologué par les fédérations internationales des sports de main, de combat, de raquette et de natation. On y trouvera une arène modulable de 6 000 à 9 000 places aux normes NBA Africa comme au Rwanda, pour rattraper notre retard dans ce domaine où nos athlètes excellent aux USA en NBA et NCAA ; un nouveau palais des sports aux dimensions handball, avec salles d'entraînement, qui remplacera l'actuel ; une piscine olympique ; un stade annexe aux normes CAF et FIFA ; une école de sport pour l'Institut du sport et de l'éducation physique ; une administration du sport abritant Nimba Sport, le Comité national olympique et des fédérations clés ; une clinique médico-sportive et des magasins adaptés ; de nouveaux accès sur tout le pourtour, y compris côté autoroute ; et une esplanade modernisée pour les grandes célébrations — le 2 octobre, les grands concerts — en appui de celles du Palais du peuple et de Nongo. La plus grande partie de cette liste n'existait nulle part en Guinée : c'est du nouveau. Ce n'est pas une rénovation : c'est un équipement et un patrimoine national qui apparaissent pour faire de Conakry une destination internationale du sport de haut niveau.

– Une décision que personne n'avait pu prendre avant 2023. Le 28-Septembre est un don soviétique des années 1960, Nongo un don chinois : pendant plus d'un demi-siècle, la Guinée a pratiqué le sport de haut niveau dans des installations qu'elle n'avait pas financées et qu'elle n'a jamais entretenues à hauteur de ce qu'elles exigeaient. En 2023, pour la première fois et sous le leadership du Président Mama-

di Doumbouya, l'État a décidé de payer lui-même : les deux chantiers ont été lancés simultanément sur le Budget national de développement — sans emprunt extérieur, sans don, sans bailleur et même sans avance de démarrage pour les entreprises, mais avec une volonté politique et une détermination incomparables — dans le cadre du programme Simandou 2040. Cette décision, prise par le Président Mamadi Doumbouya et son gouvernement, aucun de nos prédécesseurs n'avait pu la prendre : non par manque de lucidité, mais par manque de moyens. On peut discuter du coût ; on ne peut pas contester le changement de doctrine, celui d'un pays qui cesse d'attendre qu'on lui offre ses stades — et qui, cette fois, entend les finir. Et Dieu merci, le Président a trouvé des ministres et des cadres ambitieux, informés de ce qui se passe dans le monde et visionnaires, pour traduire sa volonté en actions à travers des études futuristes sur ces deux sites.

– Le coût de ne rien faire.

Il existe une dépense dont nous parlons peu, parce qu'elle ne figure sur aucune plaque inaugurale : celle de l'inaction. Une Coupe d'Afrique des Nations nous avait été attribuée ; nous l'avons perdue, faute d'infrastructures homologuées, par peur d'investir dans le sport considéré injustement comme improductif. Pendant près de cinq ans, nos matchs à domicile se sont joués à l'étranger — déplacements, hébergements, location d'enceintes — aux frais de l'État et sans une recette encaissée au pays, ni par les acteurs du sport, ni par nos hôtels et agences de voyages et d'organisation d'événements, sans compter ce que rien ne chiffre : un Syli privé de son public, une jeunesse privée de compétitions. C'est à cela que l'investissement d'aujourd'hui doit être comparé. Pas au vide.

– Qui décide, qui contrôle, qui paie ?

Dans un projet de cette taille, personne n'agit seul. Le maître d'ouvrage fixe la vision, à partir du programme du Président de la République. Le Gouvernement et l'Assemblée nationale l'approuvent et ouvrent la ligne budgétaire. Les architectes et les bureaux d'études conçoivent. L'ARMP contrôle et approuve la passation des marchés. L'entreprise adjudicataire exécute. L'ACGP et les bureaux de contrôle interne et externe valident les plans, les coûts et les décomptes en cours d'exécution. Le pôle économique mobilise le financement et paie. L'Inspection, le contrôle financier et la Cour des comptes audient a posteriori. Huit maillons, huit responsabilités distinctes, et des contrôles qui se recoupent : réduire tout cela à « l'argent du stade » ne rend service à personne.

– Les bonnes questions aux bons acteurs ?

Rien de ce qui précède ne dispense d'expliquer : la réaction épidermique et le silence sont deux manières de ne pas informer. Les bonnes questions ont des réponses documentées — périmètre exact de chaque marché, part des constructions neuves et des équipements, part de la reprise de l'existant. Ces réponses ne sont pas dans les fils de commentaires : elles sont dans les contrats, les décomptes d'entreprises et les rapports de l'ACGP, du contrôle technique et du Bureau de suivi des Delivery Units de Simandou 2040. Le ministre des Sports a commencé à les livrer, et il a raison de le faire ; il devrait continuer sans avoir peur de la pression populaire. Je forme un vœu simple : que le travail soit poursuivi jusqu'au bout, poste par poste, dans un document

accessible. Non pour lever un doute, mais parce qu'un citoyen convaincu vaut mieux qu'un citoyen rassuré.

– Bien au-delà du football.

Ce débat s'est enfermé dans le football alors que l'enjeu le dépasse de très loin. Depuis des années, la Guinée ne pouvait accueillir chez elle aucune compétition internationale homologuée : ni en basketball, ni en handball, ni en athlétisme, ni en sports de combat, ni en sports aquatiques. Nos fédérations envoyaient leurs athlètes ailleurs, ou renonçaient. Ce qui se construit à Nongo et au 28-Septembre, ce ne sont pas deux terrains de football : c'est la capacité d'une nation à recevoir, à organiser dans plusieurs disciplines et à accueillir de grands événements, comme la réception à Nongo d'une dizaine de présidents et chefs de gouvernement et de plus de 45 000 citoyens en janvier 2026.

– Achever, gérer, rendre compte.

Reste la question dont on parle le moins et qui décidera pourtant de tout : que ferons-nous de ces complexes une fois les travaux achevés ? Notre vrai gaspillage n'a jamais été d'investir, mais de laisser des ouvrages se dégrader faute de les exploiter. Nos stades ont toujours été des charges : ils coûtaient, ne rapportaient rien, et l'État finissait par ne plus les entretenir. C'est ce cycle qu'il faut briser, et c'est maintenant qu'il se brise. Par décret du 15 août 2025, l'État a créé la Direction Générale de Nimba Sport, appelée à devenir une société anonyme à capital entièrement public, chargée de l'exploitation commerciale de nos infrastructures : billetterie segmentée, loges et hospitalité, boutiques et concessions, espaces publicitaires, droits de dénomination, sponsoring, location des salles et des terrains annexes, concerts et événements professionnels. L'étude d'opérationnalisation conduite en 2025 par un cabinet indépendant évalue le chiffre d'affaires cumulé de ce portefeuille à environ 948 millions de dollars sur dix ans, et situe le retour sur investissement de Nongo à l'horizon 2031, et celui du 28-Septembre à 2033. Ces projections devront être tenues — mais elles changent la nature du débat : un investissement qui s'amortit n'est pas une dépense, c'est un actif. Dans un pays où sept habitants sur dix ont moins de trente-cinq ans, sur un marché africain du sport qui progresse d'environ 12 % par an, nous n'avons pas beaucoup d'actifs de cette nature. Le Maroc, le Sénégal et le Rwanda l'ont compris avant nous : aucun n'a commencé par un débat sur le montant investi, tous ont commencé par une décision d'exploitation. Trois exigences, donc, et je les formule comme une ardente aspiration : * **Achever** : les derniers travaux et l'homologation définitive des deux complexes.

* **Gérer** : mettre effectivement Nimba Sport en ordre de marche — ses dirigeants, son capital, ses contrats — pour que ces stades produisent enfin l'économie sportive que la Guinée n'a jamais eue. * **Rendre compte** : publier, poste par poste, ce que l'argent public a financé, puis ce qu'il rapporte.

À un moment donné, une nation souveraine et ambitieuse fait des choix ambitieux. Il lui reste à les faire fructifier. », a écrit Keamou Bogola HABA Ancien ministre de la Jeunesse et des Sports.

Sadjo

Zambie

Le président sortant Hichilema réélu avec 60% des voix, selon la commission électorale



C'est désormais officiel : le président sortant Hakainde Hichilema est réélu, dès le premier tour, président de la Zambie avec 60% des voix, a annoncé la commission électorale. Une réélection après être arrivé au pouvoir en 2021. Porteur de réformes fortes durant son premier mandat, notamment dans le secteur économique, Hakainde Hichilema, 64 ans, n'a pas totalement convaincu la population qui attend les répercussions de ces mesures. Les Zambiens lui ont donc massivement fait confiance pour un nouveau mandat, au terme d'une élection marquée par des heurts.

Le chef de l'État, réélu pour un second mandat, **Hakainde Hichilema**, s'est dit « profondément touché » par « la confiance accordée » par les électeurs, alors que ses soutiens vêtus des couleurs du Parti unifié pour le développement national (UPND) se réunissaient pour célébrer cette victoire, dans les rues de Lusaka. « À ceux qui ont préféré les idées présentées par nos adversaires, nous vous entendons et nous continuerons à œuvrer pour vous », a encore promis Hakainde Hichilema. Le résultat ne faisait guère de

doute à mesure que les bulletins étaient dépouillés. Hakainde Hichilema, président de la Zambie, va donc entamer officiellement un deuxième mandat avec l'ambition de poursuivre le redressement économique du pays. Il a obtenu 60 % des suffrages avec 2 965 326 voix.

Une campagne sur le bilan économique

Inflation en baisse, réserves de change renforcées, 50 000 emplois créés dans la fonction publique : autant de mesures importantes mises en avant par le camp du président réélu. Pourtant, à son arrivée en 2021, la Zambie devenait quelques mois plus tôt le premier État africain en défaut de paiement sur sa dette extérieure à la suite de la pandémie de Covid-19.

Les retombées de ces réformes sont toutefois encore trop peu perceptibles par la population. Sur le plan politique, l'opposition a accusé le gouvernement en place d'intimidations, de restrictions et d'arrestations arbitraires.

Hakainde Hichilema, qui a fait campagne sur son bilan économique, a donc convaincu une majorité des

près de 9 millions de Zambiens appelés aux urnes face à 13 autres candidats. Le plus sérieux, Bryan Mundubile, a, lui, obtenu 38 % des voix avec 1 856 217 suffrages. Le président du Parti NRPUP de la réconciliation nationale pour l'unité et la prospérité n'aura pas su inverser la tendance au terme d'une fin de campagne marquée par des violences et l'arrestation de six figures de l'opposition dans un coup de filet opéré le jour des élections.

Climat tendu

Ces élections générales zambiennes se sont déroulées dans un climat inhabituellement tendu pour cette démocratie réputée stable. Onze personnes ont été arrêtées en fin de semaine dernière, dont six figures de l'opposition. Cela a été confirmé dimanche soir par le gouvernement, qui évoque un coup de filet contre « une milice présumée ».

Des accusations rejetées catégoriquement par le parti de Bryan Mundubile, qui a effectivement dénoncé une descente des forces de sécurité dans sa résidence personnelle au cours de laquelle un parlementaire du NRPUP a été blessé par balles.

Vendredi, la Commission électorale a également interrompu le comptage des voix pendant quelques

heures en raison de « violences », selon les officiels. Des interruptions dans le décompte et l'annonce des résultats qui ont contribué à faire monter la tension entre le parti au pouvoir et l'opposition, relève Nicole Beardsworth, enseignante-chercheuse à l'université du Witwatersrand à Johannesburg, au micro de **Liza Fabbian**.

« Nous sommes évidemment très inquiets des arrestations contre les membres de l'opposition. Il y a eu un raid et on ne sait toujours pas où se trouvent certains d'entre eux. » Certains responsables auraient été maintenus à l'isolement pendant plusieurs jours, « sans accès à leurs avocats ni à leurs familles », précise la chercheuse.

La situation de Brian Mundubile reste, elle aussi, incertaine. « Nous avons reçu des informations qui indiquent qu'il a trouvé refuge au sein des locaux des Nations unies, au centre de Lusaka. Il pourrait même toujours se trouver là-bas. »

Pour Nicole Beardsworth, ces événements « soulèvent vraiment des questions sur la crédibilité de ce scrutin et surtout sur le non-respect des procédures par cette administration ».

RFI

États-Unis

Le président Donald Trump déclare qu'il rencontrera Kim Jong-un cette année



Donald Trump a annoncé mercredi 19 août 2026 qu'il rencontrerait pendant l'année le dirigeant nord-coréen Kim Jong Un, alors que dans le même temps les exercices militaires conjoints lancés lundi par Séoul et Washington ont été écourtés, à sa demande. Ces manœuvres, qui ont commencé lundi, ont vu leur durée réduite de six jours, le Pentagone assurant toutefois préserver les « objectifs » militaires américains. « Oui, je le rencontrerai », a répondu le président américain, interrogé à propos d'une éventuelle entrevue avec **Kim Jong-un** avant la fin de l'année, alors qu'il faisait visiter des chantiers en cours à la Maison Blanche à quelques journalistes. Cette rencontre, qui serait la quatrième entre les deux hommes, pourrait selon plusieurs observateurs avoir lieu en novembre 2026 en marge du sommet de l'Apec (Coopération économique de l'Asie-Pacifique) en Chine. Depuis son premier mandat (2017-2021), **Donald Trump se targue d'avoir une relation privilégiée avec Kim Jong-un**, dont le pays est considéré comme une menace majeure pour la sécurité des États-Unis par le renseignement américain. Cette relation est revenue sur le devant de la scène quand le président américain a décidé dimanche d'écourter des exercices militaires conjoints avec la Corée du Sud, qui selon lui envoyaient

« un signal totalement inapproprié et hostile » à Pyongyang. **Kim Yo-jong réfute les déclarations de Donald Trump** Kim Yo-jong, sœur influente du leader nord-coréen, a affirmé mercredi qu'elle n'était « pas du tout au courant » d'une quelconque communication entre son frère et Donald Trump, contrairement à ce qu'a évoqué le président des États-Unis. Tout en soulignant que les relations entre eux restaient « excellentes », elle a ajouté que la décision de Donald Trump concernant ces manœuvres « ne mérite pas d'être commentée » et qu'elle est « dénuée d'intérêt », selon un communiqué.

Donald Trump a aussi livré mercredi une estimation officielle inhabituelle et très précise de l'arsenal nucléaire nord-coréen, estimant que le pays était doté de « 57 armes nucléaires ». « Cela n'aurait jamais dû arriver [...] Si j'avais été président, je ne l'aurais pas permis », a ajouté le dirigeant républicain. **La Corée du Nord** n'est pas reconnue officiellement comme une puissance nucléaire par les États-Unis. L'armée sud-coréenne a précisé que **les exercices avec les forces américaines**, prévus initialement jusqu'au 27 août, se termineraient dès vendredi. Ce changement de posture constitue un revers de taille pour Séoul, allié historique des États-Unis.

Dans ce contexte, la Chine, un des principaux alliés de Pyongyang, a confirmé mercredi que son ministre des Affaires étrangères Wang Yi se rendrait mercredi à Séoul pour y rencontrer le président Lee. Pékin a par le passé régulièrement affiché sa volonté de tempérer son allié nord-coréen, mais Pyongyang joue de plus en plus de ses liens renforcés avec Moscou, selon les observateurs. **RFI**

Philadelphie (Etats-Unis)

La mort tragique d'un policier d'origine guinéenne

Selon le site **Africaguinee.com**, **Alhassane Barry**, un jeune officier de police américain d'origine guinéenne âgé de 29 ans, a tragiquement perdu la vie le dimanche 16 août 2026, à la suite d'une fusillade survenue dans le quartier d'Elmwood Park, au sud-ouest de la ville.



Les informations communiquées par les autorités locales et les médias américains indiquent que les faits se sont produits aux environs de 4 heures du matin, à proximité de la 73e rue et de l'avenue Elmwood. L'officier **Alhassane Barry**, qui n'était pas en service au moment des faits, se trouvait à l'extérieur d'un établissement nocturne lorsqu'un échange de coups de feu a éclaté. Un autre homme âgé de 35 ans a également été grièvement touché au cours de cet incident et a été admis d'urgence en chirurgie dans un état critique, selon les mêmes sources.

Transporté en urgence absolue au Penn Presbyterian Medical Center, le jeune policier d'origine guinéenne a succombé à ses blessures peu avant 8 heures du matin, entouré des membres de sa famille venus à son chevet pour ses derniers moments.

Des images de caméras de surveillance obtenues par les médias locaux montrent une scène de panique au moment des tirs. On y aperçoit plusieurs personnes s'enfuir pour chercher un abri pendant que les détonations retentissent.

Sur les lieux du drame, la zone a rapidement été bouclée par les forces de l'ordre, qui ont relevé plusieurs impacts de balles sur la façade d'un bâtiment gris. Une arme à feu a été récupérée sur place par les enquêteurs de la brigade des homicides. Pour l'heure, aucune arrestation n'a encore été effectuée et les mobiles exacts de cette fusillade restent à déterminer.

S'exprimant lors d'un point de presse, le commissaire de police de Philadelphie, Kevin Bethel, a exprimé sa vive émotion face à ce drame qui frappe l'institu-

tion policière et la communauté :

« Ce sont des moments très difficiles pour nous. Nous continuons à demander à la communauté de prier pour sa famille... Nous sommes là aujourd'hui pour soutenir ses proches ainsi que les hommes et les femmes avec lesquels il servait au sein du 12e district. Nous resterons unis dans cette épreuve », a-t-il déclaré.

La maire de Philadelphie, Chelle Parker, s'est également rendue au chevet de la famille de la victime à l'hôpital pour exprimer les condoléances des autorités municipales, réaffirmant la détermination de sa ville à lutter contre la violence par armes à feu.

Engagé depuis deux ans au sein des forces de police de Philadelphie, **Alhassane Barry** était affecté au 12e district. La cérémonie funèbre et les prières d'adieu sont prévues ce lundi au Fouta Islamic Center de Philadelphie, situé à quelques blocs seulement du lieu de la tragédie, en présence des membres de la communauté guinéenne et de ses collègues de service, rapporte le site **Africaguinee.com**.

Une synthèse de Mamadou Oury



Sénégal

Le parti présidentiel défend le report de la promulgation de deux textes voulus par le Pastef



Au Sénégal, le chef de l'État n'a pas l'intention de promulguer tout de suite les deux textes portés en ce moment par le Pastef à l'Assemblée nationale. Cette tournure juridique confirme le bras de fer engagé entre le camp de Bassirou Diomaye Faye et celui d'Ousmane Sonko, à travers deux propositions de loi. La première, déjà adoptée ce lundi par les députés, concerne la déclaration de patrimoine du président en fin de mandat. La seconde, encore en attente d'examen, vise à contrôler les « fonds secrets », ces enveloppes destinées à financer les dépenses sensibles de l'État. La majorité Pastef redoutait des « manœuvres, des manipulations » de l'exécutif, en clair, une promulgation retardée par le chef de l'État.

Largement adoptée à l'Assemblée

lundi, la disposition sur la double déclaration de patrimoine des hautes autorités sera en effet soumise à un référendum, a annoncé le gouvernement lundi 17 août. À ceux qui dénoncent un blocage politique, Aminata Touré, superviseur de parti présidentiel Kiiraay répond : « On ne peut pas changer la Constitution tous les deux jours.

Les Sénégalais souhaiteraient qu'on se concentre sur l'amélioration du pouvoir d'achat, etc. Pendant ce temps, l'Assemblée nationale veut empêcher justement cette quiétude-là du gouvernement, notamment en votant tous les trois jours des lois qui, pour l'essentiel d'ailleurs, se heurteront à un problème de constitutionnalité. »

C'est aussi le cas, selon l'exécutif,

de la proposition de loi sur les fonds secrets. Le Pastef veut mieux contrôler ces enveloppes réservées à la primature et à la présidence à travers une commission restreinte de députés. Le gouvernement a de nouveau déposé un recours le 18 août devant le Conseil constitutionnel, estimant que l'Assemblée nationale empiète sur des compétences réservées à l'exécutif.

« Ce n'est pas : "Voilà, pour exécuter, vous avez l'autorisation de l'Assemblée, on va contrôler ce que vous avez exécuté." Non, on n'est pas dans un régime parlementaire. L'exécutif, le président de la République a ses prérogatives fixées par la loi et le Conseil constitutionnel, je pense le rappellera », estime Aminata Touré.

La proposition de loi devait être examinée ce mercredi 19 août à l'Assemblée nationale. L'examen de la proposition de loi sur les crédits spéciaux prévue ce jour est donc suspendu, affirme le groupe parlementaire Pastef. « Le seul message que l'on a pour le président Bassirou Diomaye Faye, c'est qu'il revienne à ses engagements, qu'il respecte ses promesses au lieu d'entraver le travail de l'Assemblée ».

RFI

Plan de paix pour Gaza

Jared Kushner a rencontré Benjamin Netanyahu en Israël



L'émissaire états-unien pour le Proche-Orient, Jared Kushner, a tenté, lundi 17 août, de convaincre le Premier ministre israélien d'accepter le plan de paix de Donald Trump pour Gaza. Objectif principal : obtenir le retrait de l'armée israélienne de Gaza en échange du désarmement du Hamas. Après une rare réunion avec le chef du Hamas au Caire dimanche 16 août, Jared Kushner s'est rendu en Israël, lundi 17 août. L'envoyé spécial des États-Unis pour le Proche-Orient et gendre de Donald Trump y a tenté de convaincre le gouvernement israélien d'accepter enfin le plan de paix pour Gaza, annoncé en septembre 2025.

Dans l'État hébreu, Jared Kushner a aussi cherché à mettre en place la deuxième phase du plan voulu par la Maison Blanche pour Gaza et obtenir le retrait de l'armée israélienne de l'enclave en échange du désarmement du Hamas qui la gouverne depuis 2007, un projet qui patine depuis deux mois, chaque camp restant sur ses positions.

Impasse

Au cours d'un entretien de quatre heures, Jared Kushner aurait notamment demandé à Benjamin Netanyahu de ne pas « créer d'obstacles » au plan de paix, assure la chaîne de télévision américaine CNN, dont Donald Trump avait annoncé dès le mois de janvier le lancement prochain de la phase 2. Un plan imaginé autour de la conclusion de l'accord de cessez-le-feu en octobre dernier qui, outre le désarmement du Hamas, prévoit le retrait progressif de l'armée israélienne de la bande de Gaza et la reconstruction de l'enclave palestinienne.

Mais les mois passent et non seulement cette phase 2 n'a pas commencé, mais le cessez le feu n'est pas respecté. À l'approche des élections législatives prévues en octobre, le Premier ministre israélien rechigne à faire des concessions, d'autant plus que son parti, le Likoud, est à la peine dans les sondages.

RFI

Nigeria

Coup d'envoi de la campagne présidentielle de janvier 2027 sur fond d'insécurité et de vie chère



Au Nigeria, la campagne pour l'élection présidentielle et les élections des 360 députés de la Chambre des représentants, prévues le 16 janvier prochain, débute officiellement ce mercredi 19 août 2026. Dix-neuf candidats, dont trois femmes, sont en lice pour la présidentielle, parmi lesquels le président sortant Bola Ahmed Tinubu. À cinq mois du scrutin, la campagne s'ouvre dans un contexte difficile pour le pouvoir, qui défend le bilan de ses réformes face aux inquiétudes persistantes d'une partie de la population. D'ici à cinq mois, il faudra convaincre plus de 100 mil-

lions d'électeurs répartis sur les quelque 900 000 kilomètres carrés que compte le pays. Pour espérer l'emporter, **Bola Ahmed Tinubu** et ses concurrents devront obtenir au moins 25 % des suffrages dans 24 des 36 États du Nigeria. Et deux préoccupations devraient particulièrement peser dans la campagne : l'économie et l'insécurité. Selon un sondage du cabinet SBM Intelligence, près de 34 % des Nigériens se disent très inquiets à la fois de leur situation économique et de leur sécurité. Le Congrès des progressistes (APC) de Bola Ahmed Tinubu entend s'appuyer sur les « politiques, réformes et réalisations

de l'administration », selon le directeur de la communication du parti, Bala Ibrahim. Fin des subventions sur l'essence et l'électricité, réformes fiscales ou encore dévaluation du naira : le président sortant assume des décisions très difficiles, mais « nécessaires pour le pays ». Le Nigeria a enregistré une croissance de 4 % en 2025 et l'inflation est retombée à 15,43 %, contre 33 % en 2024. Mais ces chiffres peinent à se traduire dans le quotidien des Nigériens. Pour préparer l'emblématique riz jollof, une famille de cinq personnes doit désormais déboursier environ 18 euros, contre 15 euros un an auparavant, une dépense importante alors que le salaire minimum ne dépasse pas 44 euros.

Face au président sortant, ses principaux concurrents cherchent déjà à mobiliser leur électorat. Le Congrès démocratique africain (ADC) d'Atiku Abubakar, arrivé deuxième en 2023, mène des campagnes d'adhésion pour tenter de transformer le soutien dont il bénéficie en ligne en votes dans les urnes.

Pour Peter Obi, arrivé troisième lors du scrutin de 2023 et désormais sous la bannière du Congrès démocratique du Nigeria (NDC), l'enjeu est d'élargir sa base électorale au-delà de son bastion du sud-est, notamment grâce à son colistier Rabiou Musa Kwankwaso, originaire du nord du pays. De son côté, la coalition d'opposition G-100 plaide toujours pour une candidature unique face au pouvoir en place et compte sur un sommet organisé le 31 août pour tenter de concrétiser ce scénario. L'objectif : éviter une nouvelle fragmentation des voix de l'opposition comme lors du scrutin de 2023.

L'insécurité, autre enjeu majeur de la campagne

L'autre grande préoccupation des électeurs est la situation sécuritaire, alors que les attaques de groupes armés, appelés « bandits », et de jihadistes se multiplient dans plusieurs régions du pays.

Dans le nord, le gouvernement nigérian combat une insurrection jihadiste sur plusieurs fronts. Les États-Unis sont même intervenus à deux reprises sur le sol nigérian, officiellement au nom de la lutte anti-

terroriste. Washington évoque également la persécution des chrétiens, une accusation contestée par plusieurs chercheurs.

Dernière attaque en date, dans l'État du Plateau, au centre du pays : au moins 24 personnes ont été tuées dans la nuit de lundi à mardi par des hommes armés de fusils et de machettes. Cette région est depuis longtemps marquée par des conflits entre éleveurs itinérants peuls musulmans et agriculteurs sédentaires, dont beaucoup sont chrétiens, notamment autour de l'accès aux terres et aux ressources. Pour la première fois, le sud-ouest du pays, jusque-là relativement épargné, a également été frappé par un **enlèvement de masse** attribué à des terroristes par l'armée. Une insécurité qui pourrait peser jusque sur le déroulement de la campagne : l'absence de garanties sécuritaires dans certaines régions risque de perturber l'organisation de meetings ou de dissuader des électeurs de se déplacer.

RFI

